

LA FONCTION PUBLIQUE—L'AUGMENTATION  
DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES  
RETRAITÉS

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, tel que consigné à la page 1534 du hansard du 18 octobre, j'ai posé la question suivante au ministre des Finances (M. Benson):

Étant donné que le ministre se dépense beaucoup, et depuis longtemps, en faveur de l'augmentation des pensions de retraite des fonctionnaires, peut-il nous dire si le gouvernement dont il est membre étudie actuellement le problème?

Le ministre a dit qu'il n'avait rien à ajouter à la réponse qu'il avait faite peu de temps auparavant à une question semblable. J'ai insisté pour qu'il dise s'il y aurait une annonce à ce sujet sous peu, et sa réponse a été: «Probablement en temps utile».

Ce que je lis est extrait du hansard du vendredi 18 octobre, page 1534, comme doit le savoir le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Gray), car je suppose qu'il a fait des recherches là-dessus et je me rends compte que la question l'intéresse personnellement. Des passages de ce genre figurent dans une vingtaine de pages du hansard des dernières années. En dépit de la difficulté que nous éprouvons à obtenir son intervention, je prends à nouveau la parole ce soir pour conjurer le gouvernement d'agir au sujet de cette importante affaire. J'exhorte le secrétaire parlementaire, s'il me répond ce soir, de ne pas nous renvoyer encore une fois en prétendant que cette affaire est à l'étude. C'est ce qu'on me dit depuis 20 ans. On l'a répété à maintes reprises à la Chambre depuis le 8 mai 1967, alors qu'un comité mixte des deux Chambres recommandait unanimement une hausse de la pension de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Je supplie également le secrétaire parlementaire de ne pas nous offrir la même rengaine au sujet de l'inflation et de la nécessité de restreindre les dépenses. Nous la connaissons par cœur. Mais, on ne peut répondre ainsi à des gens qui doivent faire face à des besoins tels que ceux des pensionnés de l'État qui appartiennent à diverses catégories.

Il est inutile que je répète tous les arguments invoqués de temps en temps au sujet de ces employés, qui ont particulièrement le droit d'adresser une revendication au gouvernement, parce que celui-ci a été leur employeur et ainsi de suite. Je rappelle au secrétaire parlementaire, à la Chambre et aux Canadiens que cette affaire ne s'arrête pas là.

Je tiens à lui rappeler qu'il y en a d'autres qui ont droit à un relèvement de leur pension parce que le coût de la vie a monté et que le niveau de vie s'est aussi amélioré. Mais le gouvernement devrait certainement commencer par les employés de l'État. Il ne peut pas alléguer qu'il n'est pas en mesure de prendre les devants.

● (10.10 p.m.)

Monsieur l'Orateur, je remarque surtout que chaque fois que quelqu'un d'autre que moi soulève cette question à la Chambre, des députés me regardent comme s'il s'agissait d'une question qui m'était personnelle. Je suis heureux qu'elle soit associée à mon nom, mais je note aussi avec plaisir qu'un nombre toujours plus grand de députés adoptent la même position que moi. L'Alliance de la fonction publique du Canada a publié le 9 octobre un communiqué où elle indique que bon nombre de députés ont écrit à l'Alliance pour appuyer le relèvement des pensions des fonctionnaires retraités. Je suis sûr que d'autres lettres lui sont encore parvenues depuis lors et en ce sens il est injuste de divulguer des noms, n'empêche il est significatif, je pense, que ceux qui appuyent ma position comptent parmi eux les députés libéraux suivants: le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand), le député de Sarnia (M. Cullen), le député de Don Valley (M. Kaplen) et le député de Papineau (M. Ouellet). J'ai déjà parlé du secrétaire parlementaire du ministre des Finances, le député de Windsor-Ouest (M. Gray). Je vois à l'extrémité droite de la Chambre le chef du déversoir, chef incontesté ce soir car il est seul présent, le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) qui, l'autre soir, s'est joint à d'autres pour demander de secourir ces gens.

Le même communiqué énumère les députés conservateurs qui se sont aussi prononcés en faveur de l'augmentation des pensions des fonctionnaires retraités; il s'agit du député de Saint-Jean-Lancaster (M. Bell), du député de Brandon-Souris (M. Dinsdale), du député de Calgary-Centre (M. Harkness), du député de Halifax-East Hants (M. McCleave), du député de Fundy-Royal (M. Fairweather) et du député de Lethbridge (M. Gundlock).

Le communiqué énumère la moitié des députés du Nouveau parti démocratique et il est inutile de citer leurs noms car je parle pour tous ceux-là; nous adhérons comme un seul bloc à cette proposition. Celle-ci a reçu,